

JUGEMENT
N° 158/020/CACPC/TCC
du 21 OCTOBRE 2020

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2020/0655

Société Sécurité Tout
Territoire (TT Security)
SARL

C/

- Société NAVITRANS
AFRICA SARL
- Société Compagnie
d'Investissement de
Transit et de Consignation
(C.I.T.C.) S.A

- Société SM TRACO S.A

OBJET : Paiement

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE LA CONCILIATION ET DES
PETITES CREANCES

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **Eric ASSOGBA et Chimène ADJALLA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : 22 juillet 2020

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en dernier ressort, prononcé
le 21 octobre 2020.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

Société Sécurité Tout Territoire (TT Security) SARL, dont le
siège est sis dans la commune de Cotonou, Akpakpa, zone des
ambassades en face de l'imprimerie Tundé, agissant aux poursuites et
diligence de son Gérant, demeurant et domicilié es-qualités audit
siège ;

D'UNE PART

DEFENDERESSES :

- **Société NAVITRANS AFRICA SARL**, dont le siège social est sis
dans la commune de Cotonou, carré 202 Scoa Gbéto, 01 BP 3285
Cotonou-Bénin, prise en la personne de son Gérant, demeurant et
domicilié es-qualité audit siège ;

- **Société Compagnie d'Investissement de Transit et de
Consignation (C.T.T.C.) S.A**, dont le siège social est sis à Maro
militaire dans la commune de Cotonou, 06 BP 1990 Cotonou-Bénin,
prise en la personne de son Directeur Général, demeurant et domicilié
ès-qualités audit siège ;

- **Société SM TRACO S.A**, dont le siège social est sis dans la
commune de Cotonou, carré 732 parcelle H Gbégamey, prise en la
personne de son Directeur Général, demeurant et domicilié es-qualités
audit siège ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Suivant la note circulaire n° 023/16/PAC/DG/DGA/SG/SPSSIC/SFA du 04 janvier 2018 portant obligation de fouille des navires pour la recherche de clandestins avant l'appareillage, la direction générale du Port Autonome de Cotonou a donné une accréditation à la société Tout Territoire Security (société TT Security) SARL aux fins de réaliser cette mission, sous la responsabilité des commandants de navire ; dans ce cadre, la société TT Security délivre un certificat de fouille avant tout départ de navire du port de Cotonou ;

Conformément à sa mission, la société TT Security a traité des navires dont les consignataires sont les sociétés NAVITRANS AFRICA SARL, Compagnie d'Investissement, de Transit et de Consignation (CITC) S.A et SM TRACO S.A et adressé à chacune, une facture de montant 1.548.059 FCFA pour les deux dernières et deux (02) factures de montant total 1.238.458 FCFA pour la première ;

Elle a en outre adressé une sommation de payer à la NAVITRANS AFRICA et à la SM TRACO, sans succès ;

Par exploit en date des 30 juin et 03 juillet 2020, la société TT Security a attiré les sociétés sus-indiquées devant le tribunal de commerce de Cotonou, en sollicitant qu'elles soient condamnées chacune à lui payer la somme de 1.548.059 FCFA en principal, outre les intérêts et frais ;

Les sociétés NAVITRANS AFRICA et SM TRACO ont reçu l'assignation en leur siège social, mais n'ont pas présenté d'observations ; la présente décision est réputée contradictoire à leur égard ; la société CITC n'a pu être atteinte par l'exploit introductif d'instance ; elle est jugée par défaut ;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu que l'article 28 alinéa 1^{er} de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits* » ;

Attendu qu'il résulte du dossier que la direction générale du Port Autonome de Cotonou a pris la note circulaire n° 023/16/PAC/DG/DGA/SG/SPSSIC/SFA du 04 janvier 2018 portant obligation de fouille des navires pour la recherche de clandestins avant l'appareillage, dans le cadre des règlements d'exploitation du port de Cotonou ;

Qu'à l'appui de ses prétentions, la société TT Security a produit au dossier les certificats de fouille relatifs aux navires traités pour chacune des défenderesses ainsi que les factures correspondantes, soit le montant de 1.548.059 FCFA pour les sociétés CITC et SM TRACO et deux (02) factures de montant total 1.238.458 FCFA concernant la société NAVITRANS AFRICA ;

Que cependant, ces sociétés résistent au paiement, sans faire valoir aucun argument ;

Qu'il convient de les condamner au paiement des sommes susdites ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire à l'égard de la société NAVITRANS AFRICA SARL et de la société SM TRACO S.A, par défaut à l'égard de la Compagnie d'Investissement,

de Transit et de Consignation (CITC) S.A, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit la société Tout Territoire Security SARL en son action et déclare bien fondée sa demande en paiement ;

Condamne la Compagnie d'Investissement, de Transit et de Consignation (CITC) S.A et la société SM TRACO S.A à payer chacune à la société Tout Territoire Security SARL la somme d'un million cinq cent quarante-huit mille cinquante-neuf (1.548.059) FCFA en principal ;

Condamne la société NAVITRANS AFRICA SARL à payer à la société Tout Territoire Security SARL la somme d'un million deux cent trente-huit mille quatre cent cinquante-huit (1.238.458) FCFA en principal ;

Condamne les défenderesses aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT